



Pour l'emploi, les salaires, la protection sociale

Le monde de la finance, ennemi proclamé du candidat Hollande le temps d'une campagne, s'affirme, aujourd'hui, comme le principal allié du Président Hollande contre les salarié-e-s, les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi.

En effet, après le pacte européen budgétaire, le pacte de compétitivité, le président de la république franchit un nouveau palier avec le pacte de « responsabilité ». Il assume aujourd'hui clairement ses orientations en faveur du patronat et conduit, ouvertement, une politique libérale.

Pour un autre partage des richesses

Oui, l'argent existe pour donner des perspectives à la jeunesse et à l'ensemble des salariés de notre pays. Il doit être utilisé pour relancer l'emploi, augmenter les salaires et les pensions, développer les services publics.

Il serait mortifère d'espérer une quelconque relance sur le dos des populations alors que près de 80% des citoyens de notre pays connaissent déjà des fins de mois difficiles.

Le soi-disant « coût du travail » sert d'alibi aux politiques d'austérité et masque celui, réel, du capital qui a un impact exorbitant (en 30 ans le montant des dividendes a été multiplié par 36 quand la masse salariale ne l'était que de 4,5) sur l'activité économique, l'environnement et notre modèle social.

Réduire aujourd'hui le rôle de l'Etat et le niveau de protection sociale ne peut qu'assécher la redistribution sociale et mettre à mal le « vivre ensemble ».

Nous appelons à une réforme fiscale car il faut en finir avec cette fiscalité qui favorise les riches et tolère 80 Mds € de fraude fiscale.

Cette réforme doit être fondée, sur une réelle justice sociale. Elle est plus urgente et nécessaire que jamais.

Le pacte de responsabilité : c'est quoi?

Un nouveau cadeau au Medef qui se frotte les mains et se remplit les poches après les 20 Mds (milliards) d'euros du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi,

Le patronat serait exempté des cotisations sociales de la branche familles, soit 30Mds d'économie qui vont alimenter les dividendes et la spéculation.

Les salariés devront régler la facture au travers d'une baisse des dépenses publiques et donc d'une dégradation des services rendus au public et d'une moindre redistribution sociale...

Et si cela ne suffit pas, le gouvernement n'exclut pas d'augmenter la CSG, ou encore la TVA !

La très hypothétique « contrepartie », si la situation économique le permet, serait un effort du patronat pour l'emploi.

C'est en fait une vaste escroquerie qui va s'ajouter au 200Mds d'aides aux entreprises dont l'utilité sociale reste toujours à démontrer !

Jeudi 6 février journée de grève, de manifestation interprofessionnelle

A TOULOUSE rendez-vous à Saint-Cyprien à 10h30

A St GAUDENS, rendez-vous Place Jean JAURÈS à 17h00

ENSEMBLE REFUSONS LES POLITIQUES D'AUSTERITE !